

COALITION INTERNATIONALE CONTRE LA GUERRE (CICG)

DES MORTS, DES REFUGIES... ET POUR QUOI ?

par Christine Delphy et Maya Surduts

n° 2

Adresse : CICG, 144 rue du Chemin Vert, 75011 Paris

E.mail : cicg@free.fr Site internet : <http://cicg.free.fr>

Pour s'abonner à *La lettre de la CICG* et la recevoir par courrier électronique, allez à :
<http://cicg.free.fr/directu/lettres.htm>

DES MORTS, DES REFUGIES...ET POUR QUOI ?

par **Christine Delphy** et **Maya Surduts**

Les sondages en France montrent que le soutien à la guerre en Afghanistan s'effrite. Il s'effrite partout en Europe dit la presse anglophone. Il est loin d'être universel aux Etats-Unis, où des regroupements ad hoc, aussi bien que les secteurs classiquement à gauche de la société, continuent de manifester leur opposition aux représailles, considérées comme inappropriées et participant plus de la vengeance que de la réponse efficace aux attentats. Le gouvernement US, par diverses menaces contre les professeurs qui organisent des discussions pendant leurs cours, essaie, comme pendant la guerre du Vietnam, de criminaliser cette dissidence idéologique, mais le mouvement d'opinion "anti" est bien trop large pour que les Américains, et les Européens, sans parler des autres, cessent de poser des questions. Car les réponses officielles émanant du gouvernement US et reprises par leurs "alliés" apparaissent à beaucoup comme insuffisantes depuis le début. Et la tournure prise par la guerre ne peut que les conforter dans leurs doutes initiaux.

En effet, que voyons-nous ? Le pays le plus puissant au monde bombarder un des pays les plus pauvres, avec pour seul résultat vraiment remarquable jusqu'ici la fuite de près d'un million et demi de civils afghans hors de leurs maisons. Pour modestes qu'elles soient, c'étaient des maisons. Les plus chanceux sont arrivés dans les camps déjà surpeuplés – 2 millions ½ de réfugiés avant le 11 septembre – du Pakistan ; les moins chanceux sont arrivés dans les camps iraniens, également surpeuplés, où la dysenterie et le choléra se sont déclarés ; les encore moins chanceux errent sur les routes à l'intérieur de l'Afghanistan, quasiment sans nourriture et sous des abris de fortune dans le vent glacé ; les encore encore moins chanceux sont enfermés dans les montagnes Hazara, devenues inaccessibles, et attendent de mourir de faim et de froid.

Les journalistes ergotent sur le nombre de morts dues aux bombardements américains : "je suis sceptique" dit un journaliste de BBC World (25 oct.) parlant de 15 morts civils afghans, "les Taliban ont tendance à embellir (sic) la réalité et on ne nous a pas montré les corps". La même méfiance prévaut à TFI (infos de 20 heures du 6 novembre), mais pour une raison diamétralement opposée : les Taliban "exhibent complaisamment" des cadavres d'enfants. Par contraste, on n'a pas contesté les chiffres des victimes des "Twin Towers" : on nous dit 5000, on répète 5000 ; on nous dit 6000, va pour 6000 ; on recompte, il y en a moins,

qu'importe ; et personne ne crie à l'intoxication ou à la désinformation. On n'a pas demandé à voir les corps. On n'a reproché aux Américains ni de les montrer, ni de ne pas les montrer. La différence tient en cette phrase répétée : " On ne peut pas faire confiance aux Taliban ", qui implique qu'on peut faire confiance aux Américains. Ce " double standard " dans le reportage, s'ajoutant au " double standard " dans la conduite de cette guerre, passe peut-être inaperçu ici, mais pas hors d'Europe et des USA, là où habitent la majorité des habitants de la planète.

Mais, en dépit du racisme, inconscient ou calculé, qui imprègne les reportages, on ne peut pas cacher au public que la majorité des morts ne seront pas dues à des attentats ou à des bombardements; que le premier résultat de cette guerre, le plus tangible, c'est d'avoir jeté la population sur les routes ; que personne ne sait quand et si elles retrouveront un jour leur chez-soi . Au 20^è siècle, la guerre a chassé de chez eux des millions de gens ; après la première guerre mondiale les grandes puissances ont forgé la doctrine du " regroupement ethnique " censé éviter les guerres futures – et précurseur du " nettoyage ethnique " - et elles ont imposé d'immenses transferts de population dans les Balkans, avec le résultat qu'on sait. La deuxième guerre mondiale, en survenant, a montré l'inanité de cette doctrine; puis, à son tour, elle a créé des millions de " personnes déplacées ". Depuis, l'ONU a dû créer pour eux l'une de ses plus grandes agences, le HCR.

Voilà ce que l'opinion retient : des millions de gens qui n'ont rien fait, qui se trouvent tout à coup transformés en mendiants, et dont des milliers vont mourir.

Il doit bien y avoir une raison à cela, se dit l'opinion. Oui, mais laquelle ? Quel est ce plus grand bien qui va surgir de leur malheur présent ? Où est le monde " d'après ", et en quoi sera-t-il tellement meilleur qu'il justifie ce sacrifice, ou plutôt cette torture, car ceux qui le décident ne sont pas ceux qui le subissent ?

Les USA ne donnent pas vraiment de réponses à ces questions. La " lutte contre le terrorisme " ? Le secrétaire américain à la défense, Rumsfeld, admet que chercher Ben Laden dans les montagnes, c'est chercher une aiguille dans une botte de foin, et qu'on ne le trouvera probablement jamais (on aurait pu lui dire dès le début). Et pourtant, c'est le but déclaré de la guerre : chercher et punir les coupables. Si pas de Ben Laden à l'horizon, encore moins devant un tribunal, quels sont les buts de la guerre ? On nous dit que les " infrastructures " de Al Qaida sont détruites. Voilà une bonne chose de faite. Mais on nous dit aussi que les finances d'Al Qaida sont intactes, car introuvables. Avec Ben Laden en liberté, et son argent au chaud, et en admettant qu'il est le " coupable ", qu'est-ce qui l'empêchera de reconstruire ses " infrastructures " ailleurs ? Alors, à nouveau, quels buts ? Très vite, l'attaque de

l'Afghanistan, d'abord justifiée par son soutien à Ben Laden, est devenue dans la rhétorique occidentale un but en soi, une espèce de bénéfice collatéral de la guerre contre Al Qaida : tant qu'on est là, on va en profiter pour renverser ce régime odieux. Puis le seul but ; il y a trois semaines, les Taliban étaient attaqués parce qu'ils refusaient de livrer Ben Laden le terroriste; puisqu'on a renoncé à le trouver, les Taliban le remplacent dans le rôle de l'ennemi. Seymour Hersh (*New Yorker*) s'étonne de ce changement subreptice d'objectif, William Raspberry (*Washington Post*) y voit le signe qu'il n'y a pas d'objectif. Le gouvernement français, lui, prend le virage sans se poser de questions : Hubert Védrine ne parle plus de Taliban ; pour lui, il n'y a plus sous les bombes que des "troupes terroristes".

Le régime Taliban n'est pas devenu odieux du jour au lendemain. Il l'était avant ; et il y en a d'autres (régimes odieux). Ou bien on admet qu'aucun pays n'a le droit de renverser le gouvernement d'un autre pays (c'était le droit international jusqu'à aujourd'hui), ou bien on décide que l'Occident est investi (par lui-même) d'une mission : remplacer tous les régimes odieux. Oui, mais alors ne faudrait-il pas une procédure - évaluation de "l'odiosité" de chaque régime selon des critères universels, ordre de priorité ? Qu'est-ce que la justice sinon un ensemble de règles, surmontées par la règle que ces règles sont les mêmes pour tous ? Le contraire de cette règle éminente de la justice, c'est l'arbitraire. Or l'Occident, qui prétend faire la justice, s'arroge aussi le droit de l'administrer dans l'arbitraire le plus total, et selon ce qui est opportun pour lui.

Passons sur ce détail – accordons le bénéfice du doute à l'Occident. Une fois la guerre achevée, comment tous ces gens vont-ils rentrer chez eux ? Tout le monde parle de "l'après-Taliban" comme si c'était une chose assurée, une question de mois. Mais d'abord, les "Alliés" n'arrivent pas à former un gouvernement alternatif à celui des Taliban. Pas moins de six processus sont en cours dans diverses capitales, et aucune solution n'est en vue. Passons sur cet autre détail. Admettons que ce gouvernement soit formé. Comment va-t-il pouvoir gouverner, ce gouvernement imposé par des puissances étrangères, comment arrivera-t-il à ne pas être renversé par des rebelles (et il y en aura) ? Sinon grâce à une présence militaire importante sur l'ensemble du territoire afghan, et pendant longtemps ? Il faut regarder les choses en face : seule une *occupation militaire* de l'Afghanistan pourrait garantir cet "après-Taliban". Le principe est discutable : est-ce là le "plus grand bien" pour lequel des milliers seront morts ? Mais passons encore, tant de principes ont déjà été sacrifiés par les "Alliés". Mais même si on adhérerait à leur programme sans principes, il faut bien se demander s'ils peuvent le mettre en oeuvre. Or personne, ni les Américains, ni l'ONU, n'a les moyens ou l'envie d'immobiliser 500.000 hommes pendant 10 ans. Donc "l'après-

Taliban ”, le vrai, celui sur lequel on peut compter, c’est la reprise de la guerre civile à un niveau plus intense que dans “ l’avant-Taliban ”, grâce à l’aide accrue apportée à l’Alliance du Nord. Quant aux réfugiés, ceux qui ne seront pas morts – il y aura beaucoup de morts mais encore plus de survivants – ils resteront réfugiés, à vie. Et la nouvelle guerre civile en produira de nouveaux. Aujourd'hui Kaboul a été prise par l'Alliance du Nord, sans passer par la case "gouvernement alternatif". Les Occidentaux, n'ont plus le pouvoir de composer un gouvernement "représentatif", c'est-à-dire ne faisant pas une place disproportionnée à l'Alliance du Nord, désormais maîtresse du terrain "libéré". La guerre civile, à laquelle aucun bombardement, à moins de viser un génocide, ne pourra apporter de conclusion, est d'ores et déjà commencée.

Mais alors, à quoi sert la guerre ? On cherche des raisons vraies sinon valables, comme si l’esprit préférerait de mauvaises raisons à pas d’explication du tout. On invoque, dans le cas de l’Afghanistan, l’intérêt géostratégique pour les USA du fameux pipe-line de pétrole. Ce faisant, on prête aux Etats des intentions, cyniques et immorales certes, mais rationnelles. Certaines nouvelles font penser qu’on leur prête peut-être trop. En effet, Rumsfeld se demande à nouveau tout haut quelle est la prochaine cible de la “ guerre contre le terrorisme ” : il pense à la Somalie, tandis que Wolfowitz, son adjoint, pencherait pour un pays non-musulman, la Colombie par exemple, pour changer. Et l’Irak, le Yémen, les Philippines (entre autres) seraient les prochains sur la liste. Or il n’y a ni pétrole ni pipe-line dans la plupart de ces pays. Ironent-ils y faire cependant la même guerre qu’en Afghanistan, et pour les mêmes résultats ?

On ne peut plus faire de crédit à l'objectif "d'éradiquer le terrorisme ", un projet peu crédible parce qu'irréalisable, et d'ailleurs abandonné de facto. Alors, quel but poursuivent au juste les USA ? Le monde a besoin de savoir pour quoi les bombes, pour quoi les morts, pour quoi les réfugiés.

Christine Delphy est co-présidente de la Fondation Copernic et directrice de *Nouvelles Questions féministes*, **Maya Surduts** est secrétaire du **Collectif National pour les Droits des Femmes**.

Le 14 novembre 2001